

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/205881]

**10 NOVEMBRE 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une subvention
aux abattoirs publics en vue du renouvellement de leurs infrastructures**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.6, D.11, D.13, D.14, D.219, D.220 et D.221;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juin 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 13 juillet 2016;

Vu le rapport du 14 juillet 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.185/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que pour des questions de rentabilité, les grosses structures préféreraient ne plus travailler avec des particuliers ou des apports trop faibles d'animaux, ou offrir des services flexibles et sur mesure;

Considérant que l'offre en Région wallonne concernant les abattoirs a considérablement diminué;

Considérant que l'offre géographique actuelle ne permet pas de répondre à la flexibilité nécessaire aux opérateurs plus marginaux;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'abattoir public : l'abattoir visé à l'article D.220 du Code dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire de la Région wallonne;

2^o l'Administration : l'Administration au sens de l'article D.3, 3^o, du Code;

3^o le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

4^o le Règlement *de minimis* pour les S.I.E.G. : le Règlement (UE) n^o 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général, J.O.U.E., n^o L 114/8, du 26 avril 2012;

5^o le S.I.E.G. : le service d'intérêt économique général, tel que visé aux articles 14 et 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ainsi que dans le Protocole n^o 26 annexé au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, qui reçoit un mandat tel que précisé à l'article 3, selon les modalités déterminées par le Gouvernement;

6^o la subvention : la compensation en vue d'exercer un S.I.E.G.

Art. 2. Le Ministre peut accorder, dans la limite des crédits budgétaires, des subventions à des investissements de renouvellement pour le bon fonctionnement d'un abattoir public conformément à l'article D.220 du Code.

Le Ministre peut agréer les abattoirs publics en vue de l'octroi de la subvention dans le respect des articles D.5 à D.10 du Code.

L'agrément visé à l'alinéa 2 constitue un mandat à gérer un S.I.E.G. et est uniquement destiné à autoriser l'octroi d'une subvention visée à l'alinéa 1^{er}, qui permet, pour les abattoirs publics, de compenser la perte de productivité liée aux obligations de service public.

Le mandat de gestion du S.I.E.G. est confié à l'abattoir public conformément à la Décision 2012/21/UE de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, § 2, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

La subvention concerne les installations techniques d'abattage et frigorifiques, les bâtiments, les aires et équipements de rassemblement et de commercialisation des animaux.

Art. 3. Les abattoirs publics sont agréés lorsqu'ils :

1^o sont agréés, sur la base de l'arrêté royal du 16 janvier 2006 fixant les modalités des agréments, des autorisations et des enregistrements préalables délivrés par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, comme abattoir public au sens de l'annexe II, 1, de cet arrêté;

2^o respectent la réglementation en matière de bien-être animal et d'environnement;

3^o s'engagent à travailler avec des particuliers ou pour apports faibles d'animaux;

4^o s'engagent à prévoir une offre géographique et une flexibilité adaptée au besoin et à l'échelle locale;

5^o s'engagent à maintenir du personnel et une infrastructure adaptée notamment en terme de traçabilité, et de flux, à la gestion de lot pouvant être composé d'un seul animal;

6° s'engagent à concerter les acteurs utilisateurs pour la réactualisation des procédures de réception des animaux et de départ des carcasses tous les deux ans;

7° s'engagent à ne pas perdre l'agrément pour une catégorie d'animaux dans les douze mois qui suivent le dernier versement de la subvention;

8° s'engagent à rendre à l'éleveur la carcasse de l'animal qu'il a confié;

9° présentent un descriptif des moyens et ressources matériels, humains et financiers prévus pour le fonctionnement de l'abattoir public permettant d'assurer une pérennité géographique dans l'offre des abattoirs publics en Région wallonne;

10° lorsqu'il s'agit de la première demande d'agrément, réalisent un plan prévisionnel des budgets relatifs au développement de l'activité de l'abattoir public pour les deux premières années d'activité suivant l'introduction de la demande d'agrément.

Art. 4. La subvention est accordée uniquement pour des travaux qui sont conformes aux critères techniques requis par la législation en matière d'abattage de viandes.

Le taux d'intervention est de maximum quarante pour cent du montant de la dépense à subventionner. Le montant ne dépasse pas 40.000 euros par an et par abattoir public.

Art. 5. La demande d'octroi de la subvention est introduite auprès de l'Administration par tout moyen permettant de conférer date certaine à l'envoi au sens de l'article D.15 du Code.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} peut comprendre une planification de la totalité des investissements de l'année.

L'abattoir public introduit au maximum quatre demandes d'octroi d'une subvention par an.

Art. 6. Le Ministre notifie la décision d'octroi ou de refus de la subvention dans un délai de trois mois à dater de la date de réception par l'Administration de la demande d'octroi d'une subvention.

Art. 7. Le calcul du montant de la dépense à subventionner est effectué en tenant compte de toutes les factures de matériaux et de pièces, y compris la main d'œuvre utile au montage et à la mise en route, si elle est facturée par le fournisseur.

L'octroi de la subvention est conditionné par l'apport de la preuve par l'abattoir public que la subvention compense des obligations de service public sans dépasser le montant des coûts inhérents aux obligations de service public en tant que S.I.E.G.

Aucune subvention n'est accordée pour la réalisation d'études, pour tenir compte de la T.V.A., de la main d'œuvre interne, des coûts de fonctionnement ou des consommables.

Art. 8. Dans les trois mois qui suivent la réception des factures par l'abattoir public agréé, l'abattoir public transmet à l'Administration :

1° les factures;

2° les preuves de paiements;

3° deux devis ou les documents confirmant que la réglementation relative aux marchés publics a été respectée.

L'Administration traite le dossier et réalise les versements dans un délai de trois mois à dater de la réception des documents.

Art. 9. Les subventions aux abattoirs publics pour le renouvellement des infrastructures ne sont pas cumulables, pour un même investissement, avec les aides à la construction et à l'agrandissement des abattoirs publics.

Art. 10. En cas de non-respect des obligations édictées par ou en vertu du présent arrêté ou des obligations contenues dans la décision individuelle d'octroi, le Ministre peut, selon les modalités qu'ils déterminent, dans le respect de l'article 61 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'Administration publique wallonnes, ci-après dénommé "décret du 15 décembre 2011" :

1° suspendre le versement de tout ou partie de la subvention pendant un délai permettant à l'abattoir public de se conformer aux obligations non rencontrées;

2° rapporter tout ou partie de la subvention proportionnellement aux non respects constatés;

3° retirer la décision d'octroi de la subvention et demander à l'abattoir public de récupérer le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Art. 11. Outre le cas visé à l'article 10, 3°, la subvention est remboursée :

1° en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire de l'abattoir public dans les douze mois qui suivent le versement de la subvention;

2° en cas de fourniture, sciemment, par l'abattoir public, de renseignements inexacts ou incomplets, quel qu'ait été l'effet de des renseignements sur le montant de la subvention.

Art. 12. En application articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011, la subvention indûment liquidée est récupérée par toutes voies de droit, en ce compris par compensation.

Art. 13. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 novembre 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/205881]

10. NOVEMBER 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung eines Zuschusses an die öffentlichen Schlachthöfe zwecks der Erneuerung ihrer Infrastrukturen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.6, D.11, D.13, D14, D.219, D.220 und D.221;

Aufgrund der am 30. Juni 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 14. Juli 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 13. Juli 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 14. Juli 2016, erstellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 26. Oktober 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 60.185/4;

In der Erwägung, dass die großen Einrichtungen aus Rentabilitätsgründen es vorzögen, nicht mehr mit Privatpersonen oder mit zu geringer Tierzufuhr zu arbeiten, oder flexible und maßgeschneiderte Dienstleistungen anzubieten;

In der Erwägung, dass das Angebot in der Wallonischen Region betreffend die Schlachthöfe erheblich gesunken ist;

In der Erwägung, dass es durch das gegenwärtige geografische Angebot nicht möglich ist, der für die unbedeutenderen Betreiber erforderlichen Flexibilität Rechnung zu tragen;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° öffentlicher Schlachthof: der in Artikel D.220 des Gesetzbuches erwähnte Schlachthof, dessen Betriebsitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet;

2° Verwaltung: die Verwaltung im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 3 des Gesetzbuches;

3° Gesetzbuch: das wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

4° *De-minimis*-Verordnung für die DAWI: die Verordnung (EG) Nr. 360/2012 der Kommission vom 25. April 2012 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf *De-minimis*-Beihilfen an Unternehmen, die Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse erbringen, *Amtsblatt der Europäischen Union* Nr. 114/8 vom 26. April 2012;

5° DAWI: die Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse im Sinne der Artikel 14 und 106 § 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, sowie des dem Vertrag über die Arbeitsweise der Europäischen Union beigefügten Protokolls Nr. 26, für die ein Mandat im Sinne des Artikels 3 nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten festgelegt wird;

6° Zuschuss: der Ausgleich, um eine DAWI auszuüben.

Art. 2 - Der Minister kann gemäß Artikel D.220 des Gesetzbuches im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel Zuschüsse für Erneuerungsinvestitionen zwecks des einwandfreien Betriebs eines Schlachthofs gewähren.

Der Minister kann die öffentlichen Schlachthöfe im Hinblick auf die Gewährung des Zuschusses unter Einhaltung der Artikel D.5 bis D.10 des Gesetzbuches zulassen.

Die in Absatz 2 erwähnte Zulassung entspricht einem Mandat zur Verwaltung einer DAWI und ist lediglich dazu bestimmt, die Gewährung eines in Absatz 1 erwähnten Zuschusses zu genehmigen, der den öffentlichen Schlachthöfen ermöglicht, den mit den Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes verbundenen Produktivitätsverlust auszugleichen.

Das Mandat zur Verwaltung der DAWI wird dem öffentlichen Schlachthof gemäß dem Beschluss 2012/21/EU der Kommission vom 20. Dezember 2011 über die Anwendung von Artikel 106 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf staatliche Beihilfen in Form von Ausgleichsleistungen zugunsten bestimmter Unternehmen, die mit der Erbringung von Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind, anvertraut.

Der Zuschuss betrifft die technischen Schlacht- und Kühlanlagen, die Gebäude, die Plätze und Ausrüstungen zur Versammlung und Vermarktung der Tiere.

Art. 3 - Die öffentlichen Schlachthöfe sind zugelassen, wenn sie:

1° auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 16. Januar 2006 zur Festlegung der Modalitäten der von der Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette ausgestellten Zulassungen, Genehmigungen und vorherigen Registrierungen als öffentliche Schlachthöfe im Sinne des Anhangs II, 1 des vorliegenden Erlasses zugelassen sind;

2° die Regelung im Bereich des Wohlbefindens der Tiere und der Umwelt einhalten;

3° sich verpflichten, mit Privatpersonen oder für eine geringe Tierzufuhr zu arbeiten;

4° sich verpflichten, ein geografisches Angebot und eine dem Bedürfnis auf lokaler Ebene angepasste Flexibilität vorzusehen;

5° sich verpflichten, Personal und eine Infrastruktur, die insbesondere in Sachen Rückverfolgbarkeit und Bewegungen auch an eine Bewirtschaftung von Lieferungen mit nur einem Tier angepasst ist, zu erhalten;

6° sich verpflichten, sich mit den Akteuren und Nutzern für die Aktualisierung der Verfahren zur Annahme der Tiere und zum Abgang der Schlachtkörper alle zwei Jahre abzusprechen;

7° sich verpflichten, die Zulassung nicht für eine Tierkategorie innerhalb von zwölf Monaten, die auf die letzte Überweisung des Zuschusses folgen, zu verlieren;

8° sich verpflichten, dem Züchter den Schlachtkörper des von ihm anvertrauten Tieres zurückzugeben;

9° eine Beschreibung der für den Betrieb des öffentlichen Schlachthofs vorgesehenen materiellen, menschlichen und finanziellen Mittel und Ressourcen zwecks der Gewährleistung einer geografischen Nachhaltigkeit im Angebot der öffentlichen Schlachthöfe in der Wallonischen Region vorlegen;

10° im Falle eines ersten Antrags auf Zulassung einen Plan der Haushaltsmittel bezüglich der Entwicklung der Tätigkeit des öffentlichen Schlachthofs für die ersten zwei Tätigkeitsjahre nach Einreichung des Antrags auf Zulassung erstellen.

Art. 4 - Der Zuschuss wird nur für Arbeiten gewährt, die mit den in der Gesetzgebung in Sachen Schlachtungen für Fleisch geforderten technischen Kriterien übereinstimmen.

Der Beteiligungssatz beträgt höchstens vierzig Prozent des Betrags der zu bezuschussenden Ausgaben. Der Betrag darf 40.000 Euro pro Jahr und pro öffentlichen Schlachthof nicht überschreiten.

Art. 5 - Der Antrag auf Gewährung des Zuschusses wird bei der Verwaltung durch jedes Mittel übermittelt, das im Sinne des Artikels D.15 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht.

Der in Absatz 1 erwähnte Antrag kann eine Planung der gesamten Investitionen des Jahres enthalten.

Der öffentliche Schlachthof reicht höchstens vier Anträge zur Gewährung eines Zuschusses pro Jahr ein.

Art. 6 - Der Minister stellt den Beschluss zur Gewährung oder Verweigerung des Zuschusses innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum des Eingangs des Antrags auf Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung zu.

Art. 7 - Der Betrag der zu bezuschussenden Ausgabe wird unter Berücksichtigung aller Rechnungen für Material und Bauteile, einschließlich der Arbeitskräfte für Aufbau und Inbetriebsetzung, wenn sie vom Lieferanten angerechnet werden, berechnet.

Die Gewährung des Zuschusses hängt von dem Nachweis durch den öffentlichen Schlachthof ab, dass der Zuschuss Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes ausgleicht, ohne den Betrag der mit den Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes verbundenen Kosten zu überschreiten.

Es wird kein Zuschuss für die Durchführung von Studien, die Abrechnung der MwSt., die internen Arbeitskräfte, die Betriebs- und Verbrauchsmaterialkosten gewährt.

Art. 8 - Innerhalb von drei Monaten, die auf den Eingang der Rechnungen bei dem zugelassenen öffentlichen Schlachthof folgen, übermittelt der öffentliche Schlachthof der Verwaltung:

1° die Rechnungen;

2° die Zahlungsbelege;

3° zwei Kostenvoranschläge oder Unterlagen, durch die bestätigt wird, dass die Regelung bezüglich der öffentlichen Aufträge eingehalten wurde.

Die Verwaltung bearbeitet die Akte und führt die Überweisungen innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Eingang der Unterlagen durch.

Art. 9 - Die Zuschüsse an die öffentlichen Schlachthöfe für die Erneuerung der Infrastrukturen können für ein und dieselbe Investition nicht mit den Beihilfen für den Bau oder die Erweiterung der öffentlichen Schlachthöfe kumuliert werden.

Art. 10 - Bei Nichteinhaltung der durch oder aufgrund des vorliegenden Erlasses vorgeschriebenen Verpflichtungen oder der im individuellen Gewährungsbeschluss enthaltenen Verpflichtungen kann der Minister gemäß den von ihm festgelegten Modalitäten unter Einhaltung des Artikels 61 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung, nachstehend "Dekret vom 15. Dezember 2011" genannt:

1° die Überweisung eines Teils oder der Gesamtheit des Zuschusses während einer Frist, innerhalb deren sich der öffentliche Schlachthof mit den nicht eingehaltenen Verpflichtungen in Übereinstimmung bringen kann, aussetzen;

2° einen Teil oder die Gesamtheit des Zuschusses proportional zu den festgestellten Nichteinhaltungen rückgängig machen;

3° den Beschluss zur Gewährung des Zuschusses zurückziehen und den öffentlichen Schlachthof auffordern, einen Teil oder die Gesamtheit des Zuschusses zurückzuerstatten.

Art. 11 - Außer in dem in Artikel 10 Ziffer 3 erwähnten Fall wird der Zuschuss zurückerstattet:

1° im Falle von Konkurs, Auflösung oder freiwilliger oder gerichtlicher Liquidation des öffentlichen Schlachthofs innerhalb von zwölf Monaten, die auf die Überweisung des Zuschusses folgen;

2° wenn der öffentliche Schlachthof wissentlich unrichtige oder unvollständige Auskünfte erteilt hat, ungeachtet der eventuellen Auswirkungen dieser Auskünfte auf den Betrag des Zuschusses.

Art. 12 - In Anwendung der Artikel 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 wird der unberechtigterweise ausgezahlte Zuschuss unter Anwendung aller bestehenden Rechtsmittel, einschließlich von Ausgleichsmaßnahmen, zurückgefordert.

Art. 13 - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. November 2016

Der Minister-Präsident
P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/205881]

10 NOVEMBER 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een toelage voor de openbare slachthuizen met het oog op de vernieuwing van hun infrastructuren

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, inzonderheid op de artikelen D.6, D.11, D.13, D.14, D.219, D.220 en D.221;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juni 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 14 juli 2016;

Gelet op het overleg tussen de gewestelijke regeringen en de federale overheid op 13 juli 2016;

Gelet op het rapport van 14 juli 2016, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 60.185/4 van de Raad van State, gegeven op 26 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de grote structuren om rentabiliteitsredenen er de voorkeur aan geven niet meer met particulieren of met te weinige aanvoeren van dieren te werken of flexibele diensten op maat aan te bieden;

Overwegende dat het aanbod van slachthuizen in het Waalse Gewest aanzienlijk gedaald is;

Overwegende dat het huidige geografische aanbod het niet mogelijk maakt in te spelen op de voor de marginalere operatoren nodige flexibiliteit;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o het openbaar slachthuis : het in artikel D.220 van het Wetboek bedoelde slachthuis waarvan de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gelegen is;

2^o de Administratie : de Administratie in de zin van artikel D.3, 3^o, van het Wetboek;

3^o het Wetboek : het Waalse landbouwwetboek;

4^o de *minimis*-Verordening voor de diensten van algemeen economisch belang : Verordening (UE) nr. 360/2012 van de Commissie van 25 april 2012 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun verleend aan diensten van algemeen economisch belang verrichtende ondernemingen, (PB, L.114/8, 26 april 2012);

5^o de dienst van algemeen economisch belang : de dienst van algemeen economisch belang, zoals bedoeld in de artikelen 14 en 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, alsook in Protocol nr. 26 gevoegd bij het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, die een mandaat toegewezen krijgt zoals bepaald in artikel 3 volgens de modaliteiten bepaald door de Regering;

6^o de toelage: de compensatie om een dienst van algemeen economisch belang uit te oefenen.

Art. 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister toelagen toekennen aan vernieuwingsinvesteringen voor de goede werking van een openbaar slachthuis overeenkomstig artikel D.220 van het Wetboek.

De Minister kan de openbare slachthuizen erkennen met het oog op de toekenning van de toelage met inachtneming van de artikelen D.5 tot D.10 van het Wetboek.

De in het tweede lid bedoeld erkenning vormt een door een dienst van algemeen economisch belang te beheren mandaat en is alleen bestemd om de toekenning van een in het eerste lid bedoelde toelage toe te laten, waarmee de openbare slachthuizen het rendementverlies gebonden aan de openbare dienstverplichtingen kunnen compenseren.

Het mandaat van beheer van de dienst van algemeen economisch belang wordt aan het openbaar slachthuis toevertrouwd overeenkomstig Besluit 2012/21/EU betreffende de toepassing van artikel 106, lid 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.

De toelage betreft de technische slachtinstallaties en de verkoelende installaties, de ruimtes en uitrustingen voor het verzamelen en het in handel brengen van dieren.

Art. 3. De openbare slachthuizen worden erkend indien ze :

1° op grond van het koninklijk besluit van 16 januari 2006 tot vaststelling van de nadere regels van de erkenningen, toelatingen en voorafgaande registraties afgeleverd door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen als openbaar slachthuis in de zin van bijlage II, 1, van dat besluit, erkend worden;

2° de regelgeving inzake dierenwelzijn en leefmilieu naleven;

3° zich ertoe verbinden met particulieren of voor kleine aanvoeren van dieren te werken;

4° zich ertoe verbinden te voorzien in een geografisch aanbod en in een aan de behoefte en op lokaal niveau aangepaste flexibiliteit;

5° zich ertoe verbinden personeelsleden en een infrastructuur aangepast, met name in termen van traceerbaarheid en stroom, aan het beheer van de partij die uit één enkel dier kan bestaan, te handhaven;

6° zich ertoe verbinden overleg te plegen met de gebruikers-actoren voor de aanpassing van de procedures voor de opvang van dieren en voor het vertrek van de karkassen om de twee jaar;

7° zich ertoe verbinden de erkenning voor een categorie dieren niet te verliezen binnen twaalf maanden na de laatste storting van de toelage;

8° zich ertoe verbinden de karkas van het dier dat hij heeft toevertrouwd, aan de fokker terug te geven;

9° een beschrijving geven van de materiële, menselijke en financiële middelen en hulpbronnen voorzien voor de werking van het openbaar slachthuis, waarbij een geografische duurzaamheid in het aanbod van de openbare slachthuizen in het Waalse Gewest kan worden gewaarborgd;

10° als het om de eerste erkenningsaanvraag gaat, een vooruitgepland begrotingsplan opstellen betreffende de ontwikkeling van de activiteit van het openbaar slachthuis voor de twee eerste activiteitenjaren volgend op de indiening van de erkenningsaanvraag.

Art. 4. De toelage wordt alleen voor werken overeenstemmend met de technische criteria vereist bij de wetgeving inzake het slachten van vlees toegekend.

Het tegemoetkomingpercentage is maximum veertig procent van het bedrag van de te subsidiëren uitgave. Het bedrag is niet hoger dan 40.000 euro per jaar en per openbaar slachthuis.

Art. 5. De aanvraag voor de toekenning van de toelage wordt bij de Administratie bij elk middel dat een vaste datum aan de verzending verleent in de zin van artikel D.15 van het Wetboek ingediend.

De in het eerste lid bedoelde aanvraag kan een planning van de hele investeringen van het jaar omvatten.

Het openbaar slachthuis dient maximum vier aanvragen voor de toekenning van een toelage per jaar in.

Art. 6. De Minister betekent de beslissing tot toekenning of weigering van de toelage binnen een termijn van drie maanden vanaf de datum van ontvangst door de Administratie van de aanvraag voor de toekenning van een toelage.

Art. 7. De berekening van het bedrag van de te subsidiëren uitgave wordt verricht met inachtneming van alle facturen van materialen en stukken, met inbegrip van de mankracht nodig voor de montage en de inbedrijfstelling, indien ze door de leverancier wordt gefactureerd.

De toekenning van de toelage is onderworpen aan het voorleggen van het bewijs door het openbaar slachthuis dat de toelage openbare dienstverplichtingen compenseert zonder het bedrag van de kosten inherent aan de openbare dienstverplichtingen als dienst van algemeen economisch belang te overschrijden.

Er wordt geen toelage toegekend voor de uitvoering van onderzoeken om rekening te houden met de btw, de interne mankracht, de werkskosten of de kosten van verbruiksgoederen.

Art. 8. Binnen drie maanden na ontvangst van de facturen door het erkende openbare slachthuis maakt het openbaar slachthuis de volgende documenten aan de Administratie over :

1° de facturen;

2° de betalingsbewijzen;

3° twee kostenramingen of de documenten die bevestigen dat de regelgeving inzake de overheidsopdrachten nageleefd is.

De Administratie behandelt het dossier en gaat tot de stortingen over binnen een termijn van drie maanden na ontvangst van de documenten.

Art. 9. De toelagen aan de openbare slachthuizen voor de vernieuwing van de infrastructuren zijn niet cumuleerbaar voor eenzelfde investering met de steun voor de bouw en de uitbreiding van de openbare slachthuizen.

Art. 10. In geval van niet-naleving van de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit besluit of de verplichtingen bedoeld in de individuele beslissing tot toekenning kan de Minister volgens de door hem bepaalde modaliteiten en met inachtneming van artikel 61 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, hierna "decreet van 15 december 2011" genoemd :

1° de storting van het geheel of een gedeelte van de toelage schorsen tijdens een termijn waarin het openbaar slachthuis zich aan de niet- vervulde verplichtingen kan aanpassen;

2° het geheel of een gedeelte van de toelage naar verhouding van de vastgestelde niet-naleving rapporteren;

3° de beslissing tot toekenning van de toelage intrekken en het openbaar slachthuis erom verzoeken om de terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de toelage terug te vorderen.

Art. 11. Naast het geval bedoeld in artikel 10, 3°, wordt de toelage terugbetaald :

2° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het openbaar slachthuis binnen twaalf maanden na de storting van de toelage;

2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door het erkend inschakelingsbedrijf van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de toelagen.

Art. 12. Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 wordt de onschuldig uitbetaalde toelagen bij alle wettelijke middelen, met inbegrip via een compensatie, teruggevorderd.

Art. 13. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 november 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2016/31767]

28 AUGUSTUS 2016. — Ministerieel besluit van 22 augustus 2016 tot wijziging van het ministerieel besluit van 7 december 2001 houdende het model van het formulier voor de indiening van een aanvraag voor een sociale woning. — Erratum

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
bevoegd voor Huisvesting,

Gezien de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 september 1996 houdende de regeling van de verhuur van de woningen die beheerd worden door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen en in het bijzonder op artikel 5, dat in § 1 stelt : « De kandidatuur voor het huren van een woning beheerd door een maatschappij wordt ingediend middels een origineel exemplaar van het formulier « huuraanvraag van een sociale woning ». Dit formulier wordt opgesteld door de Minister en de individuele exemplaren ervan worden aangemaakt door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij »,

Besluit :

Enig artikel. Het aanvraagformulier voor het huren van een sociale woning, weergegeven in bijlage 1 van het ministerieel besluit van 7 december 2001 houdende het model van het formulier voor de indiening van een aanvraag voor een sociale woning, wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

Brussel, op 28 augustus 2016.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

Mevr. C. FREMAULT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2016/31767]

28 AOUT 2016. — Arrêté ministériel du 22 août 2016 modifiant l'arrêté ministériel du 7 décembre 2001 établissant le modèle de formulaire pour l'introduction d'une demande de logement social. — Erratum

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, ayant en charge le Logement,

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 septembre 1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public et en particulier vu son article 5 qui précise au § 1^{er} que « La candidature à la location d'un logement géré par une société est introduite au moyen d'un exemplaire original du formulaire « demande de location d'un logement social ». Ce formulaire est établi par le Ministre et ses exemplaires sont réalisés par la société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale »,

Arrête :

Article unique. Le formulaire de demande de location d'un logement social, repris en annexe 1^{er} de l'arrêté ministériel du 7 décembre 2001 établissant le modèle de formulaire pour l'introduction d'une demande de logement social, est remplacé par l'annexe du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 août 2016.

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Énergie,

Mme C. FREMAULT